

Le Gueuloir

« J'ai la gorge éraillée d'avoir crié tout ce soir en écrivant selon ma coutume exagérée. » Flaubert.

Sommaire:

-« Engagez-vous! »,p.2

-Totem et tabou, p.3

-Vrai, faux: question sur l'altermondialisme, p.5

-Madame la Présidente?,p.6

-La nausée et les mains sales,p.7

Notre engagement de gauche

A l'image du résultat, mais surtout du débat qui anima le référendum sur le TCE, on put remarquer l'éclatement, l'éparpillement d'une certaine unité de la gauche. Que ce soit simplement au sein du PS et de ses rivalités intestines, ou tout bonnement de la gauche la plus extrême à la plus centriste, on constata des divisions profondes au sein d'un courant de pensée protéiforme mais cependant historiquement animé par les mêmes idéaux.

Se donner pour ambition de partager et comprendre ce qui nous a amené à gauche, c'est se confronter à une diversité complexe et parfois contradictoire. Mais celle-ci n'a jamais empêché une « sensibilité de gauche », une « attitude de gauche » et à une autre échelle un « peuple de gauche ».

Pour nous contacter:

ailles-gauches@hotmail.fr



Cette attitude se traduit d'abord par une perpétuelle insatisfaction. Insatisfaction devant des inégalités qui se font plus criantes lorsque d'autres s'estompent. Insatisfaction devant un horizon fuyant où le désordre de l'injustice perdure. Cette attitude se traduit ensuite par une croyance en la perfectibilité de l'homme, héritée des Lumières, qui débouche sur un volontarisme réel, et le refus, aujourd'hui plus que jamais, du fatalisme.

Refus du fatalisme face aux inégalités qui ne cessent de meurtrir une société fatiguée. Alors que certains penseurs ont fait de l'économie une star, les politiques se sont soumis et ont pensé des lois meurtrières

Il ne s'agit pas pour l'homme de gauche de ressasser des vieux rêves mais bien de redonner tout son sens à l'action politique. Au service de cette action ? L'Etat, seul capable d'aborder des questions si transversales que le chômage ou la panne de l'éducation nationale. « Agir en homme de pensée et penser en homme d'action », voilà le credo d'un idéalisme réaliste.

Refus du fatalisme et de cette mondialisation, nouvelle dictatrice. Héritière d'un internationalisme historique, notre pensée ne peut rester muette face aux désordres mondiaux dits inéluctables puisque fruits de la mondialisation. Pourquoi rendre les armes dans un combat à peine entamé ? Repenser cette mondialisation doit aussi passer par une profonde réflexion environnementale sachant allier respect de la Terre et développement des pays émergents.

Refus du fatalisme et de cette caste de professionnels de la politique désespérés des citoyens qui votent « mal », comme on l'a entendu le soir du 29 mai, ou qui ne votent pas. Comment dès lors revitaliser notre système politique ? Nous croyons à la possibilité d'une véritable éducation populaire, condition préalable à l'instauration d'une réelle démocratie participative, au niveau local mais aussi international. La tenue de « conférences de citoyens » a montré à quel point chaque citoyen pouvait à cette occasion faire preuve de responsabilité, d'éthique morale et d'altruisme. Croire en l'Homme n'est certainement pas une folie.

« Engagez-vous! »

Par Constance, 5a

Forums et fêtes des associations, réunions de rentrée... : le milieu militant et associatif fait aussi sa rentrée. C'est un moment privilégié pour tenter de se faire une idée de tout ce que la société civile peut produire comme initiatives, projets, réflexions, idées. Et pourquoi pas aussi, pour s'engager soi-même.

Entendons-nous bien, « s'engager » peut ici prendre des acceptions très diverses, ou plutôt des nuances aussi nombreuses qu'il y a de projets. En effet, à première vue, quoi de commun entre une association à but culturel, un collectif de défense d'un immeuble, une assemblée de quartier et un groupe de discussion citoyen ? Les initiatives, les engagements, les sollicitations sont tellement divers qu'on ne sait alors plus où donner de la tête et qu'on a souvent envie de s'inscrire un peu partout. Pourtant, tous ces engagements différents se rejoignent en cela qu'ils participent ensemble à la dynamique d'une société civile en mouvement et qu'ils créent indubitablement du lien social, par le biais de la discussion, du dialogue, du débat. Et la multiplication des contestations ou des projets, qui peut sembler ne refléter qu'une grande dispersion des énergies de la société ou du politique, n'est en fait que l'expression de l'émancipation de la société civile, entité aux voix multiples, qui vient s'intercaler entre les sphères privées et publiques traditionnelles.

Quelle est cette société civile, quel est son rôle ? Dans *La société civile : troisième pouvoir*, Nicanor Perlas, Philippin et figure de la nouvelle militance, montre la société civile mondiale comme la troisième sphère, indispensable, qui, révélée par « la bataille de Seattle », doit se développer auprès des deux premières que sont la sphère économique (marché) et la sphère politique (gouvernements). Pour lui, une reconnaissance mutuelle des ces trois sphères permettrait un développement de chacune en concertation avec les deux autres et « le commencement de la Nouvelle Histoire », par opposition à « la fin de l'Histoire ». Faire naître une culture de la concertation dans ces sphères et entre ces sphères permettrait alors de mettre en évidence du sens et de la légitimité dans les décisions et le développement mondial durable et solidaire.

Sans aller jusqu'à imaginer, comme N. Perlas, un changement mondial, il est cependant indispensable de mettre en place les conditions d'une véritable concertation au sein des sociétés : la société civile est un réservoir d'énergies, d'idées et

d'innovations, elle a quelque chose à dire sur la politique, l'économie, leurs méthodes, leurs objectifs, et la représentation, la délégation du pouvoir du citoyen n'est pas et ne peut pas être la seule voie de la démocratie. La démocratie ne se satisfait pas du seul fait de voter, elle repose aussi sur les débats et les projets qui viennent de la société et risque de se figer quand les citoyens se trouvent dépossédés de toute initiative. C'est un devoir de la société civile que de s'imposer comme une source d'innovations, de contestations et de délibérations. Si les initiatives de la société civile peuvent paraître décousues, dispersées, c'est parce qu'elles s'attaquent à des questions, des idées, des sphères multiples : chaque individu citoyen a des centres d'intérêt, et des intérêts, particuliers, qui cessent cependant de l'être quand, dépassant leur stricte individualité, les acteurs trouvent d'autres hommes qui s'identifient à ces mêmes intérêts et les mettent en débat. Or les intérêts et les volontés des uns et des autres sont nécessairement différents voire contradictoires. Seule la délibération permet alors de transformer ces antagonismes en différends acceptés, battant en brèche une conception de la démocratie fondée sur la recherche inefficace d'un unanimité artificiel.

S'engager, c'est donc aussi et surtout participer à la dynamique de la société civile, accepter de discuter, d'apprendre des autres et d'évoluer dans ses opinions ou ses projets, qu'ils soient politiques ou non. Et la contraposée est vraie : s'engager « politiquement », c'est aussi privilégier la participation de chacun et de tous au débat d'idées. En effet, la démocratie s'entretient, elle s'exprime à tous les niveaux et, pour prendre en compte chaque individu et l'associer à sa démarche, elle doit devenir délibérative. Il faut alors espérer que le citoyen prenne le temps de la rencontre et du débat, privilégie la pensée au slogan et ne se contente pas de choisir dans un tas son bulletin de vote (voir par exemple Dossier 2007 - Votez Y). Accepter le débat et le dialogue, participer à des projets, faire des compromis, réfléchir ensemble, sont des démarches indispensables, « l'esprit des hommes en effet est trop obtus pour pouvoir tout pénétrer d'un coup ; mais en délibérant, en écoutant et en discutant, il s'aiguise, et, à force de tâtonner, les hommes finissent par trouver la solution qu'ils cherchaient et qui a l'approbation de tous, sans que personne s'en fût d'abord avisé » (Spinoza, *Traité théologico-politique*)

Totem et tabou

Par Mathieu, 4a

Il est assez fréquent, ces derniers temps, d'entendre dire que « la gauche » est en crise, et je serai parmi les premiers à accrédi-ter cette idée. Mais il semble pourtant qu'à trop se focaliser sur « la crise », on en oublie de s'interroger sur la nature même de « la gauche ». Car en effet, cette gauche qui est en crise possède-t-elle vraiment un caractère unitaire qui permet de la classer ? Il ne semble en effet pas si absurde de se demander ce qu'est cette *gauche*, de ce qu'il y a *finalement* de commun entre le PS réformiste, et la LCR révolutionnaire ; entre des priorités aussi éloignées que la lutte pour l'environnement, ou la création d'une VIème république ? La réponse *évidente* tiendrait du but à atteindre ; celui d'une plus grande justice sociale ou d'une plus grande égalité. Ce ne serait une fois encore qu'esquiver la question, sachant pertinemment que le degré d'interprétation de chacun de ces concepts nous amène on ne peut plus loin de l'unité. Une réponse tout aussi facile serait celle du positionnement en réaction, le système majoritaire ayant créé « la gauche » en opposition par rapport à « la droite ». Mais limiter l'existence de la gauche à un pur rapport de force serait oublier que « la gauche » est un concept qui s'est formé pendant des années, sous des situations politiques différentes, et possédant une vraie image, presque indépendante du jeu politique régulier. Il faut alors bien admettre que nous savons que « la gauche » est en crise, sans pour autant savoir ce qu'est « la gauche ». Et si l'on reconnaît la maladie, mais pas le malade, il n'est alors pas absurde de se dire qu'en trouvant le second, on pourra peut-être diagnostiquer le premier.

Or à cette question de l'identité de la gauche, la psychologie politique semble, elle, avoir trouvé une réponse. Ce qui unit la gauche serait une « conscience de gauche » : l'idée de partager un certain nombre de valeurs, d'images, de références, que nous lions automatiquement à notre attachement politique. Un certain « imaginaire politique », en adaptant des mots de Benedict Anderson, qui irait de personnalités (Blum, Mendès France ou Jaurès) et d'événements (Grenelle, Mai 68), à des lieux (l'école républicaine), des symboles (la rose ou le drapeau rouge) ou des citations.

Cette définition de « la gauche » peut paraître apparemment triviale pour tous ceux qui se battent régulièrement pour la défendre. Savoir que l'attachement politique appartient moins à une réflexion qu'à un rattachement inconscient à une mémoire collective n'est pas vraiment ce qu'il y a de plus proche de l'utopie de participation politique démocratique, réfléchie et débattue, propre à l'imaginaire de la culture de gauche. Pourtant ces processus tiennent une part fondamentale dans nos décisions politiques. Ce sont eux qui nous permettent de ne pas devoir peser chacune de nos décisions politiques, liant nos choix à des systèmes de valeurs préexistants. Ce sont ceux qui permettent, qu'on le veuille ou non, de faire fonctionner au jour le jour le système politique dans lequel nous vivons.

Il est bien sûr évident que tout système a ses aspects pervers, et celui-là n'y échappe pas. Nous

« Ce qui unit la gauche serait une « conscience de gauche » : l'idée de partager un certain nombre de valeurs, d'images, de références, que nous lions automatiquement à notre attachement politique. »

avons déjà vu précédemment que les processus qu'il met en œuvre ont tendance à effacer la réflexion, moins « nécessaire », au profit d'automatismes politiques. Ces défauts sont parfois un prix à payer inhérent au système ; mais il s'est ajouté une dimension supplémentaire qui rend ces raccourcis cognitifs dangereux. Devant la crise que la gauche traverse actuellement, cette imagerie est devenue un repoussoir à la pensée, la transformant en autant d'objets de

transfert du malaise de la gauche, et changeant cette culture en ce que Milan Kundera a appelé « le kitsch de la grande marche ». En quoi cette culture de gauche devient-elle un frein et pourquoi ?

L'idée simple est que si l'univers dans lequel nous vivons a évolué (avec la mondialisation comme premier avatar), l'imagerie pour y répondre est restée la même pour une certaine partie de la gauche : on continue par exemple à parler de « lutte des classes » dans un contexte où même s'il existe encore un « prolétariat », sa nature radicalement différente par rapport au XIXème siècle rend la grille d'analyse marxiste obsolète et inefficace. Mais le paradoxe est que plus cette imagerie se trouve attaquée par la réalité, plus elle se défend en se retranchant dans sa propre évocation continuelle.

On n'a jamais autant parlé de protéger des « systèmes sociaux », des dangers de la « délocalisation », de la « défense de la culture » que dans la campagne sur le Traité Constitutionnel Européen, sans même tenter de questionner ces concepts et de voir si « en soi » ils étaient toujours pertinents, comme si le fait qu'ils aient été traditionnellement « de gauche » suffisait à les justifier per se. Il semble que tout ce vocabulaire participe d'une sorte d'icône « repoussoir », une formule magique, dont l'utilisation impose par elle-même une force d'attraction, ainsi que peuvent le faire certains mots « totem » ou « tabou » étudiés par les anthropologues .

Il est alors extrêmement compréhensible de voir ce vocabulaire utilisé à outrance par certaines élites politiques de gauche. Brandir bien haut les étendards de la gauche, sans risque, en se proclamant avec des airs supérieurs les détenteurs d'une vraie foi menacée par l'hérésie, peut rapporter gros à ceux qui s'engagent sur ce terrain. Un Fabius, un Emmanuelli, ou un Chevènement ont plus ou moins bien profité de ce statut en s'affichant les « gardiens de la gauche ». Mais à long terme cette attitude peut amener des effets extrêmement pervers. S'arc-bouter sur des positions de principe qui ramènent des voix, en attendant que les faits rendent d'eux-mêmes la situation impossible et intenable, et s'avouer ensuite impuissant en accusant l'extérieur est une stratégie qui ne peut nous amener qu'à perdre toute crédibilité à long terme.

La gauche devrait d'autant plus accepter de faire face à ses problèmes qu'elle est la première à remettre en doute (et avec raison) les concepts repoussoirs douteux de la droite : « l'insécurité », « l'efficacité » ou le « travail ». Mais il faudrait un peu de courage politique pour afficher clairement que s'attaquer aux problèmes d'aujourd'hui avec les solutions d'hier est avant tout le signe classique d'un système en crise (le traditionnel mythe du retour à « la pureté » dans toute société qui se cherche). Pour condamner une dernière fois ceux qui agitent les drapeaux du retour à « l'ordre moral de gauche ». Pour accepter de poser le débat clairement, même si cela doit mener à casser cette « unité de la gauche ».

Car finalement si la gauche est malade, c'est peut-être juste d'elle-même. Malade de ne pas savoir choisir entre la remise en question et le confort du retour aux sources. Résoudre la crise de la gauche, c'est peut-être juste savoir arrêter de faire un grand écart perpétuel, et de savoir ce qu'elle est au juste, la gauche. C'est peut-

être faire le ménage dans le grand bordel de la culture de gauche et savoir ce qui est encore utilisable et ce qui ne l'est plus. C'est retrouver une identité forte qui n'est pas uniquement dans la réaction « de gauche » face à la droite mais aussi dans la création « de gauche ».

Reste à savoir à qui nous devons demander de ranger. Peut-être est-ce un sacrifice trop lourd que de demander à nos aînés de faire le ménage, car cela implique pour eux de détruire eux-mêmes les fondements de leur parcours politique. Il suffit d'un peu d'imagination pour savoir que cela tient quasiment d'un meurtre du père idéologique, d'un oedipe politique. C'est donc peut-être avant tout à nous qu'incombe le devoir de choisir ce que nous voulons faire de la gauche.

« La gauche devrait d'autant plus accepter de faire face à ses problèmes qu'elle est la première à remettre en doute (et avec raison) les concepts repoussoirs douteux de la droite : « l'insécurité », « l'efficacité » ou le « travail ». Mais il faudrait un peu de courage politique. »



Vrai-faux, question sur l'altermondialisme

Par Vincent, 2a

L'altermondialisme ne peut être expliqué aisément. Rassemblant des centaines d'organisations à travers le monde, il est souvent défini comme étant un vague mouvement dont la société ne connaît que ces jeunes qui défilent dans la rue. Des anarchistes aux sociaux-chrétiens, son extrême diversité lui confère un statut unique dans l'histoire des mouvements contestataires. Par conséquent il est nécessaire de mettre fin à certains préjugés concernant le « mouvement des mouvements ».

L'altermondialisme est un mouvement néo-communiste : FAUX

L'altermondialisme est différent de l'Internationale communiste, on pourrait plutôt le décrire comme une nébuleuse d'organisations en réseau. La seule manifestation qui rassemble toutes ces organisations, le Forum Social Mondial, est un espace ouvert, horizontal et fondé par consensus. De même pour ATTAC qui est né d'une création spontanée et sans bureau central. Cela n'a donc rien à voir avec un mouvement contestataire structuré, tel que le communisme, mais plutôt un mouvement post-soviétique qui a tiré les leçons de l'échec soviétique dans le sens où le soulèvement armé, la conquête directe du pouvoir et la hiérarchie sont absents de ce mouvement. L'altermondialisme est même LE contre modèle soviétique. Le nouveau militantisme issu de la contestation alter est moins ouvrier, où les valeurs de virilité, de courage et de force physique sont prépondérantes, et plus novateur : de la recherche de soi à la non-violence. Le meilleur exemple reste la révolution zapatiste dans le Chiapas, où les acteurs refusent de prendre les armes comme les guérilleros « traditionnels ».

L'altermondialisme est soutenu par les hommes politiques : VRAI et FAUX

Les hommes politiques français sont les seuls à avoir une certaine complaisance à l'égard du mouvement, la France a été le seul pays européen à avoir envoyé des ministres au sommet de Porto Alegre. Cependant dans les autres pays riches, ce dernier est souvent perçu avec suspicion. En Espagne, José María Aznar percevait le mouvement comme terroriste car Batasuna (la branche politique

de l'ETA) a participé à une manifestation altermondialiste. Forza Italia le parti de Silvio Berlusconi a développé une vision du mouvement comme sécuritaire et oppressive. Le président du conseil adopte une grille gauche/droite classique où le mouvement n'est qu'un rejeton radical des syndicats et partis de gauche. Cependant, même la coalition de gauche au pouvoir en Allemagne critique durement le mouvement et insiste sur le caractère anachronique des alters, Joschka Fisher, alors Ministre des affaires étrangères, évoque un « *anticapitalisme gauchiste moisi* ». Enfin le premier ministre Tony Blair est virulent face aux radicaux extrémistes du mouvement mais propose que son gouvernement adopte une attitude pédagogique face aux modérés. A travers ses divers exemples on voit clairement que les gouvernements européens sont méfiants voire hostiles à l'égard du mouvement altermondialiste, seule la France représentée par son Président fait figure d'exception.

Le mouvement produit des dérives extrémistes : VRAI

Certaines dérives attestées par les faits existent, notamment des slogans antisémites lors de manifestations pro-palestiniennes, ou encore la dénonciation de certains philosophes d'une hypothétique alliance antisémite brun-rouge-vert. Elles semblent être notamment la conséquence d'un mode d'organisation en réseau « souple » visant à respecter la diversité de l'ensemble des acteurs et leur libre expression, et qui peut de fait accueillir des éléments indésirables. Les difficultés rencontrées par Indymedia et son principe de « publication ouverte » en attestent, tout comme la présence au sein des manifestations ou des forums sociaux de groupuscules au discours souvent radical. Elles sont également la rançon du succès de l'altermondialisme qui attire à lui des groupes ne partageant pas ses valeurs et qui cherchent à bénéficier de sa dynamique ou à la détourner à leur propre profit. C'est le cas de l'extrême gauche qui veut en faire la V^{ème} Internationale avec une alliance marxiste/anarchiste, des groupes d'extrême droite et peut-être d'organisations musulmanes.

Madame la Présidente?

Par Maud et Marion, 4a

La semaine dernière dans Paris-Match, chacun a pu lire l'interview de Ségolène ROYAL qui se disait prête à se lancer dans la course à l'Élysée si, précisait-elle, son parti la sollicitait.

On s'attendait évidemment au florilège de sarcasmes qui accompagnent ce genre de déclaration. Les réactions ne se sont guère faites attendre. Et quelles réactions ! Toutes en finesse et en subtilité ! Laurent Fabius et Jean-Luc Mélançon se sont illustrés par leur élégance et leur esprit de corps. Les « présidentielles ne sont pas un concours de beauté » dixit Mélançon. Fabius pour sa part demande qui gardera les enfants faisant référence au couple Royal-Hollande.

Les présidentielles sont encore loin mais peu avant le Congrès du Mans, les socialistes sont déjà dans les starting-blocks. Ces réactions miséreuses ne cacheraient-elles pas une relative inquiétude quant à l'éventuelle candidature de Ségolène Royal ? Face à un François Hollande affaibli, Laurent Fabius croit avoir ses chances. En revanche, face à Ségolène Royal qui bénéficie d'un important « capital sympathie », les résultats sont moins évidents. Sinon, pourquoi montrerait-il déjà les crocs et surtout pourquoi tomberait-il avec autant de facilité dans le travers sexiste voire misogyne ?

Au-delà du fait que la moitié de l'électorat est constitué de femmes, on peut regretter de telles sorties à l'encontre d'un membre de sa famille politique. Le parti socialiste est regardé comme le promoteur historique des droits de la femme et l'instigateur de la loi sur la parité voté par ses membres en 1999.

On est en droit de d'interroger sur la place réelle qui est faite aux femmes au sein du PS. Pendant la campagne référendaire sur le TCE, aucune femme n'était initialement prévue à la tribune du grand meeting parisien du Cirque d'Hiver. Ce n'est pourtant pas par manque de femmes compétentes et reconnue, pour ne citer qu'elles : Martine Aubry, Elizabeth Guigou ou encore Anne Hidalgo. Les socialistes seraient-ils profondément machistes ?

Bien que 80% des femmes participent à l'effort de production en France, nous sommes l'un des pays occidentaux les moins avancés en matière de promotion de la parité entre sexes.



Actuellement, le gouvernement Zapatero compte 8 femmes ministres sur 16 membres au total. En Allemagne, c'est une femme qui est à la tête d'un des deux grands partis du pays. La Finlande et la Lettonie sont dirigées par des Présidentes. Hors d'Europe, on peut penser au Chili où le candidat en passe d'être élu est une femme, socialiste de surcroît.

Or de telles diatribes montrent bien la réticence des hommes politiques français à imaginer qu'une femme puisse briguer les postes clés de la Nation. Qu'en est-il de la population dans son ensemble ? Il semblerait que l'électorat soit plus enclin à faire confiance à des femmes même si l'idée qu'une femme en politique serait un peu comme une femme au volant persiste !

Pour autant, il ne faudrait pas que les caciques du PS oublient l'importance et l'influence des femmes. D'autant plus qu'une position méprisante sur ce thème pourrait leur être néfaste.

Si les femmes peuvent attendre des avancées visant à leur statut, c'est bien vers la gauche qu'elles se tournent car la droite ne s'est jamais vraiment engagée à ce sujet. La gauche ne peut pas faire l'impasse sur la moitié de la population française alors qu'une femme a pris la tête du MEDEF. De quoi aurions-nous l'air !

La nausée et les mains sales

Par Salim, 4a

Les propos de Nicolas Sarkozy, notre cher Ministre de l'Intérieur et encore plus cher dirigeant de l'UMP, sur le nettoyage au karcher des quartiers dits sensibles ont provoqué un tollé dans la classe politique française et la société civile. On se souvient, dans un autre temps et un autre contexte, qu'il s'agissait de « *nettoyer la casbah* » d'Alger des militants du Front de Libération National. Une rapide explication de texte s'impose : en 1957, l'armée française et ses fameux généraux se voyaient accorder carte blanche dans la guerre antisubversive. Les dérives qui suivirent sont connues de tous. Lorsqu'il est question de « *nettoyer* », poétique métaphore du langage militaire, on sous-entend qu'il faut faire table rase : liquidation totale, promotion sur les droits de l'Homme.

M. Sarkozy a prononcé cette malheureuse formule après un drame survenu dans le quartier de La Courneuve. Il prétend défendre les habitants de ce quartier et exprimer leur envie profonde. Ne l'accusons pas trop vite de populisme : les premières victimes de la délinquance sont, en effet, ceux qui doivent côtoyer quotidiennement les délinquants. Cependant, ce n'est ni la prison ni la répression aveugle qui ont résolu le problème.

Depuis son premier passage au Ministère de l'Intérieur, les bavures policières ont augmenté ; les agents des forces de l'ordre redoublent d'effort pour appliquer la politique gouvernementale, primes à l'appui. Les saisines de la Commission Nationale de Déontologie de la Sécurité ont augmenté de 38 % en 2004 avec 107 saisines, contre 70 en 2003 et 40 en 2002. « *Comme l'année dernière, la très grande majorité des saisines concerne des fonctionnaires de la police nationale et de l'administration pénitentiaire* » peut-on lire dans l'introduction de son dernier rapport.

Ces dérives ne se limitent pas à la France. On les retrouve très récemment en Angleterre où un Brésilien a été abattu de sept balles dans la tête alors qu'il était maintenu au sol, entouré de policiers ; la police londonienne avait alors ouvertement menti sur les conditions de cette malencontreuse erreur. On se souvient aussi de cet Haïtien criblé d'une quarantaine de balles par la police New Yorkaise à la fin des années 90 : c'est le genre d'affaire qui donne

le blues. Nous faisons presque pâle figure, à Marseille, avec des fonctionnaires impliqués dans une affaire de proxénétisme...

L'incarcération des jeunes délinquants pose également de nombreux problèmes : la prison n'a jamais éduqué personne. Et cela, nous le savons, au moins grâce à Victor Hugo. Il estimait qu'ouvrir une école permettait (en fait permet toujours) de fermer une prison. Jean Valjean n'est pas si mauvais au fond. Cette prise de conscience serait plus facile si le système pénitentiaire ne constituait pas un business juteux ; nous ne sommes pas encore à ce stade où les prisons appartiennent à de grandes firmes exploitant les détenus pour des tâches d'assistance ou de vente par téléphone, comme outre-Atlantique, mais il y a un bug avec la cagnotte récoltée par les associations (dirigée par les gardiens) gérant l'octroi de la télévision aux détenus, à des prix exorbitants bien entendu, cagnotte qui n'est pas utilisée pour des activités culturelles ou sportives.

Les gardiens de prisons vous le diront : la situation est explosive et la mutinerie jamais loin. Rien d'étonnant. La situation est plutôt détonante avec un taux d'occupation d'environ 120 % et des conditions de détention qui valent des condamnations régulières à la France par la Cour Européenne des Droits de l'Homme et qui nous ont valu le refus de l'extradition d'Angleterre de personnes impliquées dans les attentats de 1995 à Paris.

Dans les quartiers bigarrés de nos périphéries ou dans les maisons d'arrêts et autres centrales, une simple étincelle peut causer beaucoup de dégâts. Mais cela intéresse peu de gens, tant que les destructions de biens ne se déplacent pas vers les centres villes. Ce ne sont pas les propositions d'Azouz Begag pour une police multicolore qui changeront grand-chose. Les membres de minorités faisant la démarche de travailler dans la police subissent les propos racistes de leurs collègues avant les interventions, sans ne pouvoir rien faire, et rencontrent des problèmes pour leur titularisation ou leur promotion.

« Le petit Nicolas n'est pas un Pinocchio hexagonal, il est juste le digne élève d'un Président en exercice faisant ses choux gras sur le bruit, l'odeur et l'insécurité. »

M. Sarkozy reste également bien muet lorsqu'il est question des dérapages au Commissariat de Saint-Denis qui regroupent quelques 200 fonctionnaires et fait office de poubelle de la police nationale. Là, il ne s'agit pas que de contrôles d'identité sanctionnant un délit de faciès, mais bien de tabassage en règle ou de viols de prostituées. N'avait-il pas promis la sanction des agents qui dérapent, sous-entendu que cela ne se limiterait pas à une simple mutation ?

Mais non ! Le petit Nicolas n'est pas un Pinocchio hexagonal, il est juste le digne élève d'un Président en exercice faisant ses choux gras sur le bruit, l'odeur et l'insécurité. Cette dernière tient, d'ailleurs, autant à l'information de grande qualité délivrée par la communication du groupe Bouygues qu'aux écarts d'adolescents auxquels l'on ne s'est adressé que sur un ton réprobateur, avec une condescendance à peine voilée, pour leur faire comprendre que leur parents auraient déjà dû partir depuis longtemps. N'est-ce pas ce qui devait trotter dans l'esprit du fougueux François Baroin lorsqu'il proposait de mettre en application le droit du sang en débutant par l'outre-mer ? Vichy ne semble plus très loin...

Non, en fait, Nicolas Sarkozy veut simplement rogner sur l'électorat de l'extrême droite, nous expliquent les plus éminents commentateurs de la vie politique française. Quoi de plus normal lorsqu'on sait qu'elle séduit quelques 20 % des votants ? Ne le blâmons pas, soyons de bonne foi, il veut simplement nettoyer l'Elysée et faire table rase du chiraquisme. Il serait même possible de dire qu'il est notre allié objectif ! Mais restons sérieux : en 2006, le budget sera stable pour la Justice et augmentera de 2,5 % pour l'Intérieur ; la situation dans les prisons ne risque guère de changer et, avec de nouvelles armes et des uniformes flambant neuf, les forces de l'ordre trouveront une nouvelle jeunesse.

Incarcérer les chômeurs ne fait pas baisser l'exclusion ni la criminalité, flatter le nationalisme voire le racisme ne favorise pas le débat ni le dialogue, et la domination des peuples n'a jamais été très propre. Certaines tâches sont indélébiles : celle de l'histoire et de son héritage, celles de tout un système.



Par Alexandre, 4a